

PRISE de PAROLE – Rassemblement du 6 NOVEMBRE

Nous sommes rassemblés ici devant les bureaux de l'IEN de la circonscription de Brignoles, dans le cadre de l'appel national à la mobilisation en ce jour où doit se tenir le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail Ministériel (CHSCT-M) suite au décès d'une collègue directrice d'école à Pantin qui a mis fin à ses jours sur son lieu de travail le 21 septembre dernier.

Dans l'Académie de Nice, le même jour, Frédéric Boulé, professeur de SVT au CIV de Valbonne, s'est donné la mort 5 jours après sa visite auprès du médecin de prévention et avant de rencontrer le Conseiller Mobilité Carrière du rectorat.

Un peu plus tôt dans le mois, un enseignant de LP s'était également donné la mort à Clermont Ferrand,

Avant tout nous pensons aux familles, aux proches et aux collègues et nous leur adressons nos plus sincères condoléances.

Mais ces terribles événements, comme ce fut le cas déjà pour le collègue des Bouches du Rhône en juin dernier, ou notre collègue du Var il y a un an, interpellent l'ensemble de la communauté éducative.

Face à de tels actes tragiques, nous dénonçons le silence du ministère de l'Éducation nationale ou sa volonté de minimiser leurs origines et leur portée. Pourtant comment ne pas déceler derrière bon nombre de ces suicides une profonde souffrance au travail que l'Institution doit entendre et prendre en compte.

Ainsi notre collègue de Pantin avait pris soin d'adresser un long courrier afin d'expliquer son geste désespéré. Par ce courrier, elle souhaitait alerter notre Institution sur ce qui use les personnels et les pousse trop souvent à commettre l'irréparable.

Le constat porté par cette enseignante est sans appel et reflète parfaitement le sentiment de très nombreux-ses collègues : un métier et des missions largement vidés de leur sens, une accumulation excessive des tâches, des exigences administratives et hiérarchiques qui nient l'humain et le lien social etc... La longueur de la liste des reproches suffit à comprendre pourquoi les collègues craquent.

Les mêmes reproches ont été effectués par l'enseignant de l'académie de Clermont-Ferrand. Un management ultra-libéral associé à des contre-réformes qui ne font sens pour personne et qui épuisent les collègues. Et en plus de tout ça une administration qui reste trop souvent sourde aux appels de détresse.

Nous dénonçons également une politique gouvernementale qui, avec la quasi disparition des CHSCT inscrite dans la loi Fonction publique, vise à réduire les lieux et les moments où la question de la santé au travail est traitée.

Plus que jamais, il est temps de développer la médecine préventive dans l'Education nationale et de mettre fin aux pressions (visibles et invisibles) que subissent les personnels.

En outre certains de ces actes tragiques mettent également en lumière les problématiques de fin de carrière pour bon nombre de collègues. Depuis 2011 et la suppression de la **cessation progressive d'activité** (CPA), les conditions de gestion de la fin de carrière n'ont cessé de se dégrader pour les personnels.

Et cela ne va pas s'améliorer avec le projet de réforme des retraites par point, Macron/Delevoye, Ce projet constitue une régression majeure pour tous les salarié·es. Et notamment pour les personnels de l'Education Nationale car le mode de calcul sur l'ensemble de la carrière fera perdre à beaucoup

d'entre nous plusieurs centaines d'euros. Et pour tous les fonctionnaires c'est une attaque sans précédent contre le statut général des fonctionnaires et contre la Fonction publique de carrière.

Concernant nos conditions de travail la pseudo- discussion engagée par Jean-Michel Blanquer, a pour principal objectif de faire passer de nouvelles dégradations (augmentation du temps de travail, formation pendant les vacances...) en échange d'une vague compensation indemnitaire. , alors même que le salaire des personnels de l'Education Nationale, qui stagne depuis des années, contrairement à l'inflation, amène de plus en plus de collègues à accepter des heures supplémentaires pour s'en sortir, financièrement, au détriment parfois de leur santé et de leur vie familiale.

C'est pourquoi nous appelons d'ores et déjà à nous réunir en Assemblée Générale à la suite de ce rassemblement, à 16h30 à la Bourse du Travail de Brignoles pour discuter de la mobilisation du 5 décembre contre le projet de réforme des retraites.

Plus généralement la Coordination Éducation du Centre Var demande au ministre de prendre en considération de tels gestes dramatiques comme celui de la collègue de Pantin, car ils révèlent avant tout une violence institutionnelle. Elle demande également des mesures d'urgence et un changement profond de politique afin que tous les collègues retrouvent du sens à leur métier et n'aient plus peur de l'exercer.